EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :			
		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	60 fr.	90 fr.
	6 mois.	35 »	50 »
	3 mois.	25 »	30 »
France et Colonies	Un an..	75 »	120 »
	6 mois.	45 »	70 »
	3 mois.	30 »	40 »
Étranger	Un an..	120 »	180 »
	6 mois..	70 »	100 »
	3 mois..	40 »	60 »

Changement d'adresse : 2 francs.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou *édition partielle* : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 fr. 50
Édition complète.....	2 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	La ligne de 27 lettres	3 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

Le présent numéro hors série ne comporte pas de deuxième partie.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 26 mai 1940 (18 rebia II 1359) rendant applicable, en zone française de l'Empire chérifien, le décret du 20 mai 1940 tendant à l'extension, pour le temps de guerre, des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis contre les puissances alliées de la France	513
Dahir du 27 mai 1940 (19 rebia II 1359) relatif à la cession ou au versement obligatoire de certains billets de banque étrangers	514
Dahir du 27 mai 1940 (19 rebia II 1359) relatif à la cession obligatoire à la Banque d'Etat du Maroc de l'or détenu par les personnes morales marocaines ou françaises, ou établies en zone française du Maroc	515
Dahir du 27 mai 1940 (19 rebia II 1359) portant obligation de dépôt pour certaines devises et pour les valeurs libellées en certaines devises étrangères	515
Arrêté viziriel du 29 mai 1940 (21 rebia II 1359) fixant les conditions et modalités d'assimilation des blés et produits fabriqués de la récolte 1939 aux blés et produits fabriqués de la récolte 1940	516
Arrêté du directeur général des services économiques fixant les bases des transactions qui peuvent être effectuées sur les blés tendres de la récolte 1940	517
Arrêté du directeur général des services économiques fixant le prix d'achat des blés tendres de la récolte 1940 dans les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées	518

Arrêté du directeur général des services économiques relatif aux conditions de fabrication, de vente et d'emploi des farines de blés tendres et durs	521
Arrêté du directeur général des services économiques relatif aux modalités d'exportation des blés et produits de la récolte 1940	522
Arrêté du directeur général des finances fixant, pour les blés tendres de la récolte 1940, le montant de l'acompte à verser aux producteurs	523
Dahir du 25 avril 1940 (16 rebia I 1359) autorisant un échange immobilier entre deux attributaires de lots de colonisation (Mazagan)	524

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 26 MAI 1940 (18 rebia II 1359)
 rendant applicable, en zone française de l'Empire chérifien, le décret du 20 mai 1940 tendant à l'extension, pour le temps de guerre, des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis contre les puissances alliées de la France.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohaméd)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 30 octobre 1939 (16 ramadan 1358) rendant applicable en zone française de l'Empire chérifien le décret du 26 septembre 1939 portant extension, pour le

temps de guerre, des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis contre les puissances alliées de la France ;

Vu le décret du 20 mai 1940 tendant à l'extension, pour le temps de guerre, des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis contre les puissances alliées de la France,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est rendu applicable en zone française de Notre Empire l'article 1^{er} du décret susvisé du 20 mai 1940 dont le texte est annexé au présent dahir.

Fait à Rabat, le 18 rebia II 1359,
(26 mai 1940).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 mai 1940.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

DÉCRET

tendant à l'extension, pour le temps de guerre, des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis contre les puissances alliées de la France (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

Vu l'article 86 du code pénal, modifié par le décret du 29 juillet 1939, portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat ;

Vu le décret du 26 septembre 1939 pris en exécution de l'article 86 du code pénal ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, modifiée notamment par la loi du 8 décembre 1939 ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 26 septembre 1939 sont applicables aux actes commis au préjudice de tous les Etats alliés de la France.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui recevra exécution immédiate.

Fait à Paris, le 20 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,
PAUL REYNAUD.

(1) Journal officiel de la République française, du 22 mai 1940, page 3810.

DAHIR DU 27 MAI 1940 (19 rebia II 1359)
relatif à la cession ou au versement obligatoire
de certains billets de banque étrangers.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 10 septembre 1939 (25 rejab 1358) prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par les dahirs des 11 mars 1940 (1^{er} safar 1359) et 18 mai 1940 (10 rebia II 1359) ;

Vu les dahirs relatifs aux avoirs à l'étranger des 11 octobre 1939 (26 chaabane 1358), 31 octobre 1939 (17 ramadan 1358) et 20 novembre 1939 (8 chaoual 1358),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les personnes physiques de nationalité marocaine ou française résidant en zone française du Maroc et les personnes morales marocaines, françaises ou étrangères pour leurs établissements en zone française du Maroc qui possèdent des billets de banque libellés dans l'une des monnaies désignées sur la liste annexée au présent dahir, sont tenues :

Soit de céder ces billets à l'Office marocain des changes ;

Soit de les verser au crédit d'un compte en monnaies étrangères ouvert en zone française du Maroc sur les livres d'un des établissements de banque désignés par arrêté du directeur général des finances. La même obligation s'applique aux personnes physiques de nationalité étrangère résidant en zone française du Maroc pour les billets visés ci-dessus qu'elles possèdent en zone française du Maroc.

ART. 2. — La cession ou le versement prévu à l'article 1^{er} doit être effectué avant le 30 juin 1940. Toutefois, l'Office marocain des changes pourra accorder un délai supplémentaire aux personnes justifiant d'un cas de force majeure qui les aura placées dans l'impossibilité de céder ou de verser leurs billets avant l'expiration du délai ci-dessus.

Jusqu'au 30 juin 1940, la cession susvisée pourra être anonyme.

ART. 3. — Est interdite, à partir du 30 juin 1940, la détention par les personnes visées à l'article 1^{er}, des billets de banque libellés dans l'une des monnaies désignées sur la liste annexée au présent dahir.

ART. 4. — Des dérogations aux obligations prescrites par les articles ci-dessus peuvent être accordées par le directeur général des finances, qui a la faculté de déléguer ses pouvoirs à l'Office marocain des changes.

ART. 5. — La liste annexée au présent dahir peut être modifiée par un arrêté du directeur général des finances qui fixera également les conditions de cession ou de versement applicables aux nouvelles catégories de billets de banque inscrites sur cette liste, ainsi que les délais dans lesquels devront intervenir ces cessions ou versements.

ART. 6. — Les infractions aux dispositions du présent dahir sont constatées et réprimées dans les conditions établies par le dahir du 10 septembre 1939 (25 rejeb 1358) prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par les dahirs des 11 mars 1940 (1^{er} safar 1359) et 18 mai 1940 (10 rebia II 1359); elles sont passibles des pénalités prévues par le dahir du 11 octobre 1939 (26 chaabane 1358) relatif aux avoirs à l'étranger.

Fait à Rabat, le 19 rebia II 1359,
(27 mai 1940).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1940.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

* * *

Liste annexée au dahir du 27 mai 1940 (19 rebia II 1359).

Dollar des États-Unis.
Dollar du Canada.

DAHIR DU 27 MAI 1940 (19 rebia II 1359)
relatif à la cession obligatoire à la Banque d'État du Maroc de l'or détenu par les personnes morales marocaines ou françaises, ou établies en zone française du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 10 septembre 1939 (25 rejeb 1358) prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par les dahirs du 11 mars 1940 (1^{er} safar 1359) et du 18 mai 1940 (10 rebia II 1359) ;

Vu les dahirs relatifs aux avoirs à l'étranger des 11 octobre 1939 (26 chaabane 1358), 31 octobre 1939 (17 ramadan 1358) et 20 novembre 1939 (8 chaoual 1358),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les personnes morales visées à l'article 2 ci-dessous sont tenues de céder à la Banque d'État du Maroc ou aux établissements désignés par elle et agissant pour son compte, au plus tard le 30 juin 1940, les lingots, barres et monnaies d'or de toute nature et, plus généralement, les objets d'or non travaillés qu'elles possèdent en zone française du Maroc, en France, en Algérie, dans les colonies françaises, dans les pays sous mandat français ou à l'étranger.

ART. 2. — L'obligation prévue à l'article 1^{er} s'applique à toutes les personnes morales marocaines ou françaises ayant leur siège en zone française du Maroc, en France, en Algérie, dans les colonies françaises et territoires africains sous mandat français, aux personnes morales étrangères dont le principal champ d'activité est en zone fran-

çaise du Maroc, en France, en Algérie, dans les colonies françaises et territoires africains sous mandat français et aux établissements en zone française du Maroc des personnes morales étrangères.

Cette obligation s'applique également aux personnes morales ayant leur siège social dans la zone de Tanger ou en zone espagnole, lorsque leur principal champ d'activité se trouve en zone française du Maroc, et aux établissements en zone française de ces mêmes personnes morales.

ART. 3. — Des dérogations à l'obligation prévue à l'article 1^{er} peuvent être accordées par le directeur général des finances pour les besoins professionnels.

Le directeur général des finances peut, à cet effet, déléguer ses pouvoirs à la Banque d'État du Maroc.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent dahir sont constatées et réprimées dans les conditions établies par le dahir du 10 septembre 1939 (25 rejeb 1358) prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par les dahirs des 11 mars 1940 (1^{er} safar 1359) et 18 mai 1940 (10 rebia II 1359) ; elles sont passibles des pénalités prévues par le dahir du 11 octobre 1939 (26 chaabane 1358) relatif aux avoirs à l'étranger.

Fait à Rabat, le 19 rebia II 1359,
(27 mai 1940).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1940.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

DAHIR DU 27 MAI 1940 (19 rebia II 1359)
portant obligation de dépôt pour certaines devises et pour les valeurs libellées en certaines devises étrangères.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 10 septembre 1939 (25 rejeb 1358) prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par les dahirs du 11 mars 1940 (1^{er} safar 1359) et du 18 mai 1940 (10 rebia II 1359) ;

Vu les dahirs relatifs aux avoirs à l'étranger des 11 octobre 1939 (26 chaabane 1358), 31 octobre 1939 (17 ramadan 1358) et 20 novembre 1939 (8 chaoual 1358),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les personnes visées à l'article 2 ci-dessous qui possèdent :

1° En zone française du Maroc, en France, en Algérie, dans les colonies françaises, dans les pays sous mandat français, en zone de Tanger, en zone espagnole ou à l'étranger des valeurs mobilières étrangères libellées en dollars des États-Unis d'Amérique ou en dollars du Canada ;

2° En zone de Tanger ou en zone espagnole des devises libellées en dollars des États-Unis ou en dollars du Canada sous forme d'avoirs en compte ou sous toute autre forme ;

3° A l'étranger des devises libellées en dollars des États-Unis ou en dollars du Canada, sous forme d'avoirs en compte ou sous toute autre forme,

sont tenues de déposer les valeurs mobilières susvisées à leur nom ou de verser les devises susvisées au crédit d'un compte ouvert à leur nom chez un des établissements de banque désignés par arrêté du directeur général des finances.

ART. 2. — Sont soumises aux dispositions de l'article précédent les personnes physiques de nationalité marocaine ou française résidant en zone française du Maroc et les personnes morales marocaines, françaises ou étrangères pour leurs établissements en zone française du Maroc.

ART. 3. — Le dépôt ou le versement prévu à l'article 1^{er} devra être effectué avant le 30 juin 1940. Toutefois, l'Office marocain des changes pourra accorder un délai supplémentaire aux personnes justifiant d'un cas de force majeure qui les aura placées dans l'impossibilité d'effectuer les opérations prescrites par l'article 1^{er} avant l'expiration du délai ci-dessus.

ART. 4. — Des dérogations aux obligations prescrites par les articles ci-dessus peuvent être accordées par le directeur général des finances, qui a la faculté de déléguer ses pouvoirs à l'Office marocain des changes.

ART. 5. — Les infractions aux dispositions du présent dahir sont constatées et réprimées dans les conditions établies par le dahir du 10 septembre 1939 (25 rejeb 1358) prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par les dahirs des 11 mars 1940 (1^{er} safar 1359) et 18 mai 1940 (10 rebia II 1359) ; elles sont passibles des pénalités prévues par le dahir du 11 octobre 1939 (26 chaabane 1358) relatif aux avoirs à l'étranger.

Fait à Rabat, le 19 rebia II 1359,
(27 mai 1940).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1940.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 29 MAI 1940

(21 rebia II 1359)

fixant les conditions et modalités d'assimilation des blés et produits fabriqués de la récolte 1939 aux blés et produits fabriqués de la récolte 1940.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 24 avril 1937 (12 safar 1356) portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, et notamment son article 31 ;

Sur la proposition du conseil d'administration de l'Office chérifien interprofessionnel du blé,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — L'assimilation des blés et produits fabriqués provenant de la récolte 1939 aux blés et produits fabriqués de la récolte 1940 sera effectuée dans les conditions suivantes, pour chaque catégorie de produits :

I. — Stocks en minoterie.

a) *Blé tendre.* — Les quantités de blé tendre de la récolte 1939 recensées à la date du 1^{er} juin 1940 dans les magasins des minotiers bénéficieront d'une prime de 33 francs par quintal, égale à la différence entre le prix de cession des blés tendres de la récolte 1939 et le prix de cession des blés tendres de la récolte 1940 de la même qualité.

b) *Farines premières et secondes de blé tendre.* — Les quantités de farines premières et de farines secondes de blé tendre recensées à la date du 1^{er} juin 1940 dans les magasins des minotiers bénéficieront respectivement d'une prime de 32 fr. 20 et de 36 francs par quintal, égale à la différence entre le prix de revient de ces farines durant le mois de mai 1940 et le prix de revient de ces mêmes farines durant le mois de juin 1940.

Les farines de mélange, les farines de force et les farines spéciales, recensées à la date du 1^{er} juin 1940, sont exclues des opérations d'assimilation.

II. — Stocks des boulangers.

Les quantités de farines premières de blé tendre recensées à la date du 1^{er} juin 1940 en la possession des boulangers, bénéficieront d'une prime de 3 fr. 50 par quintal, égale à la différence entre le prix d'achat à la minoterie durant le mois de mai, et celui applicable à compter du 1^{er} juin 1940.

III. — Stocks des détaillants et grossistes.

Les quantités de farines premières et secondes de blé tendre recensées à la date du 1^{er} juin 1940 chez les détaillants et grossistes, bénéficieront respectivement d'une prime de 10 francs et de 36 francs par quintal, égale à la différence entre le prix d'achat à la minoterie durant le mois de mai 1940 et celui applicable à compter du 1^{er} juin 1940.

ART. 2. — Seuls les détenteurs d'une quantité supérieure à 10 quintaux de grains, ou de farine première ou de farine seconde, pourront bénéficier des dispositions ci-dessus.

ART. 3. — Les stocks de blés et farines assimilés aux blés et produits de la récolte 1940 suivront le même régime que ceux-ci.

ART. 4. — Le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 21 rebia II 1359,
(29 mai 1940).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 mai 1940.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES SERVICES ECONOMIQUES**

fixant les bases des transactions qui peuvent être effectuées
sur les blés tendres de la récolte 1940.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES ECONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé ;

Vu les avis émis par le conseil d'administration de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, dans sa séance du 24 mai 1940,

ARRÊTÉ :

TITRE PREMIER

Achat aux producteurs

ARTICLE PREMIER. — Le prix d'achat des blés tendres aux producteurs européens ou indigènes est fixé à 118 francs le quintal, dans les centres d'utilisation suivants : Oujda, Taza, Fès, Meknès, Port-Lyautey, Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador, Marrakech, et à 116 fr. 50 le quintal (déduction faite de 1 fr. 50 de droits de porte), dans le centre d'utilisation de Martimprey-du-Kiss.

Les commerçants agréés et les organismes coopératifs opèrent sur ce prix, pour le compte de l'Office, la retenue de la taxe à la production de 3 fr. 50 au quintal et de la provision de 2 fr. 50 au quintal due par le producteur et destinée à être affectée au compte des transports.

Le prix d'achat s'entend pour une marchandise nue et agréée dans les magasins du commerçant ou de l'organisme coopératif, situés dans les centres ci-dessus désignés.

Ce prix sera majoré des bonifications ou diminué des réfections prévues à l'article 7 ci-après, et sera augmenté éventuellement de la prime de valeur boulangère et des primes mensuelles de magasinage, d'entretien et de gestion.

ART. 2. — Pour la fixation du prix dans les centres de stockage et sur les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées, il sera tenu compte des frais de circulation, de la rémunération du porteur de carte de légitimation et éventuellement des droits de porte.

TITRE DEUXIÈME

Cession aux utilisateurs

ART. 3. — Le prix de cession du blé tendre à la minoterie est fixé à 130 francs le quintal comprenant, outre de prix d'achat aux producteurs :

1° La marge de rétrocession de 3 francs par quintal allouée aux organismes coopératifs et aux commerçants agréés ;

2° La redevance forfaitaire de 1 franc par quintal au titre des transports de farines ;

3° La taxe d'assimilation de 8 francs par quintal destinée à couvrir les dépenses d'assimilation du stock de report à la charge de la consommation.

La redevance forfaitaire et la taxe d'assimilation sont versées à l'Office, au moment de la cession, par les organismes coopératifs et les commerçants agréés.

Lorsque la cession est opérée sur des places où le prix de revient du blé est inférieur au prix d'achat maximum fixé pour les centres d'utilisation, la différence est versée à l'Office à titre de majoration de la redevance forfaitaire de transport de farine, dans les conditions déterminées par l'Office.

Le prix de cession s'entend pour une marchandise nue, prise et agréée dans les magasins du vendeur. Les bonifications et réfections prévues aux articles 6, 7 et 8 lui sont applicables.

ART. 4. — Les ventes effectuées sur le marché intérieur en application de licences spéciales délivrées par l'Office, sont effectuées au prix de cession à la minoterie.

ART. 5. — Les utilisateurs pourront bénéficier, dans les conditions qui seront déterminées par l'Office, de cessions de blé tendre comportant exonération totale ou partielle du versement de la redevance forfaitaire de transport et de la taxe d'assimilation.

TITRE TROISIÈME

Bonifications. — Réfections.

ART. 6. — Le prix d'achat et le prix de cession des blés tendres sont majorés, le premier de chaque mois, à dater du 1^{er} juillet 1940 et jusqu'au 31 mai 1941, d'une prime mensuelle de magasinage, d'entretien et de gestion de 1 fr. 75 par quintal.

ART. 7. — Ces prix concernent des blés, de bonne qualité, d'un poids à l'hectolitre de 77 kilos et contenant 3 % d'impuretés (matières inertes, graines étrangères, orge).

Suivant le poids à l'hectolitre des grains et suivant la nature et la quantité des impuretés et des brisures qu'ils contiennent, des bonifications ou réfections décomptées par fraction de point seront calculées suivant le barème ci-dessous.

Le règlement des bonifications ou des réfections aura lieu au moment de l'achat comportant versement d'un premier acompte au producteur ou versement intégral du prix.

a) *Bonifications.*

1° Pour un poids à l'hectolitre compris entre 77 et 80 kilos, bonification de 1 franc par kilo au-dessus de 77 ; Au-dessus de 80 kilos, la bonification sera fixée d'un commun accord entre le vendeur et l'acheteur ;

2° Pour un taux d'impuretés compris entre 0 et 3 %, bonification de 1 franc par point au-dessous de 3.

b) *Réfections.*

1° Pour un poids à l'hectolitre compris entre 77 et 72 kilos, réfaction de 1 franc par kilo au-dessous de 77 ; 72 et 70 kilos, réfaction supplémentaire de 1 fr. 50 par kilo au-dessous de 72 ;

70 et 68 kilos, réfaction supplémentaire de 2 francs par kilo au-dessous de 70 ;

Au-dessous de 68 kilos, les blés tendres pourront être acquis par les organismes coopératifs et les commerçants en vue d'être traités et rendus marchands. Dans ce cas, ils subiront les réfections supplémentaires suivantes entre :

68 et 66 kilos, réfaction supplémentaire de 3 francs par kilo au-dessous de 68 ;

66 et 65 kilos, réfaction supplémentaire de 4 francs par kilo au-dessous de 66 ;

65 et 64 kilos, réfaction supplémentaire de 5 francs par kilo au-dessous de 65 ;

2° Selon la nature des impuretés :

a) Pour un taux de matières inertes et de graines étrangères (sauf le blé dur et les graines nuisibles) compris entre 3 et 5 %, réfaction de 1 franc par point, à partir de 3 ;

Pour un taux compris entre 5 % et 8 %, réfaction de 1 fr. 25 par point, à partir de 5 ; pour un taux compris entre 8 % et 12 %, réfaction de 1 fr. 50 par point à partir de 8. Au delà de 12 %, la réfaction est à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

b) A partir d'un taux de 3 % de grains cassés et jusqu'à 5 %, réfaction de 0 fr. 50 par point ; pour un taux compris entre 5 et 8 %, réfaction de 1 franc par point à partir de 5 ;

Au delà de 8 % de grains cassés, la réfaction est à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

c) En ce qui concerne la présence de graines nuisibles, telles que : ail, mélilot, fenugrec, les réfections à appliquer au prix, selon la proportion de ces graines, seront à débattre entre le vendeur et l'acheteur, qui pourra, dans tous les cas, refuser la marchandise ;

d) Les blés contenant plus de 0,125 % de grains cariés (carie en grains) feront l'objet de réfections librement débattues entre le vendeur et l'acheteur, qui pourra, dans tous les cas, refuser la marchandise ;

e) A partir d'un taux de 1 % de grains boutés et jusqu'à 3 %, le prix subira une réfaction de 1 franc par point ; au delà de 3 % de grains boutés, les blés feront l'objet de réfections librement débattues entre le vendeur et l'acheteur, qui pourra, dans tous les cas, refuser la marchandise ;

f) A partir d'un taux de 1 % de grains piqués et jusqu'à 3 %, le prix subira une réfaction de 0 fr. 75 par point ;

Au delà de 3 %, les blés feront l'objet de réfections librement débattues entre le vendeur et l'acheteur, qui pourra, dans tous les cas, refuser la marchandise ;

g) Lorsque le blé contiendra plus de 2 % de grains punaisés, il fera l'objet de réfections librement débattues entre le vendeur et l'acheteur, qui pourra, dans tous les cas, refuser la marchandise ;

h) A partir d'un taux de 5 % de blé dur et jusqu'à 8 %, le prix subira une réfaction de 0 fr. 50 par point ;

Au delà de 8 %, les blés feront l'objet de réfections librement débattues entre le vendeur et l'acheteur, qui pourra, dans tous les cas, refuser la marchandise ;

i) La présence de grains chauffés fera subir une réfaction de 1 fr. 50 par kilo, ou fraction, jusqu'à un maximum de 2 kilos ;

j) A partir d'un taux de 1 % de grains germés et jusqu'à 3 %, le prix subira une réfaction de 0 fr. 75 par point ; au-dessus d'un taux de 3 %, la réfaction sera débattue entre le vendeur et l'acheteur, qui pourra, dans tous les cas, refuser la marchandise.

ART. 8. — Les blés dont la valeur boulangère déterminée par le centre de recherches agronomiques sera com-

prise entre W. 150 et W. 175, bénéficieront d'une prime de 0 fr. 10 par point au-dessus de 150 ; au delà de W. 175, la prime sera débattue librement.

TITRE QUATRIÈME

Blés non marchands

ART. 9. — Sont considérés comme non marchands les blés tendres dont le poids à l'hectolitre est compris entre 68 kilos et 64 kilos, contenant plus de 5 % d'impuretés (matières inertes et graines étrangères) ou qui présentent des taux de grains cassés ou avariés ou de graines nuisibles, supérieurs aux proportions prévues à l'article 7 du présent arrêté.

ART. 10. — Les opérations sur les blés non marchands sont soumises aux mêmes obligations, vis-à-vis de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, que les blés marchands d'un poids à l'hectolitre supérieur à 68 kilos et contenant moins de 5 % d'impuretés.

Les blés non marchands ne peuvent être cédés à la minoterie.

Les blés classés non marchands, ceux provenant du nettoyage ou du conditionnement d'autres blés, ainsi que les petits blés d'un poids à l'hectolitre inférieur à 64 kilos et les déchets de blés, peuvent être cédés à un prix libre à la consommation familiale ou pour la nourriture des animaux dans les conditions fixées par l'Office.

ART. 11. — Le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 25 mai 1940.

BILLET.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES ÉCONOMIQUES

fixant le prix d'achat des blés tendres de la récolte 1940 dans les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES ÉCONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé ;

Vu l'arrêté du directeur général des services économiques du 25 mai 1940 fixant les bases des transactions qui peuvent être effectuées sur les blés tendres de la récolte 1940, et, notamment, l'article 2,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix d'achat du blé tendre, sur les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées, s'entend après déduction des retenues énumérées ci-après :

1° 1 franc, au titre de la rémunération des porteurs de cartes de légitimation ;

2° 1 fr. 50, le cas échéant, au titre des droits de porte à payer ;

3° Forfait de transport du lieu d'achat au centre d'utilisation ;

4° Taxe à la production de 3 fr. 50 au quintal ;

5° Provision de 2 fr. 50 par quintal pour transport.

ART. 2. — Compte tenu des dispositions ci-dessus, le prix d'achat au comptant des blés tendres aux producteurs est fixé ainsi qu'il suit :

1° Sur les lieux d'achats situés à l'intérieur des centres d'utilisation :

A 111 francs le quintal, sur les lieux d'achats situés à l'intérieur du périmètre des villes municipales suivantes : Oujda, Taza, Fès, Meknès, Port-Lyautey, Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador et Marrakech (centres d'utilisation).

A 109 fr. 50 le quintal, sur les lieux d'achats situés dans le centre de Martimprey-du-Kiss (centre d'utilisation).

2° Sur les lieux d'achats situés à l'extérieur des centres d'utilisation.

Région d'Oujda

Centre d'utilisation à Oujda

Au Khémis de Naïma, à 105 fr. 90 ;
A El-Aïoun, à 105 francs.

Centre d'utilisation à Martimprey-du-Kiss

A Berkane (centre de stockage), à 106 fr. 80.

Région de Taza

a) Centre d'utilisation à Taza

Au Sebt d'Aïn-Boukellal, à 105 fr. 75 ;
A l'Arba de Beni-Lent, à 105 fr. 75 ;
Au Tnine de M'Soun, à 105 fr. 75 ;
Au Tleta des Beni Fekkous, à 105 fr. 10 ;
Au Djemâa de l'Oued Amelil, à 105 fr. 10 ;
Au Had de Msila (Fezazra), à 104 fr. 50 ;
A Matmata, à 103 fr. 25 ;
Au Djemâa du Haut-Leben, à 102 fr. 60 ;
A Guercif, à 102 francs ;
Au Djemâa de Bou Mehiris, à 101 fr. 35.

b) Centre d'utilisation à Fès

A Missouri, à 94 fr. 50.

Région de Fès

a) Centre d'utilisation à Fès

A Sefrou (centre de stockage) (droits de porte réglés par le producteur), à 107 fr. 40 ;

Au Tleta du Mikkès, à 105 fr. 90 ;
Au Tnine des Beni Sadden, à 105 fr. 90 ;
Au Sebt des Ouled Jemâa, à 105 fr. 30 ;
A l'Arba des Ouled Jemâa, à 104 fr. 10 ;
A l'Arba de Tissa, à 103 fr. 50 ;
Au Khemis de Dar-Caïd-Beqqali, à 102 fr. 90 ;
Au Tleta de Karia, à 101 fr. 70 ;
Au Sebt des Oudaïas, à 100 fr. 50 ;
A El-Menzel, à 101 fr. 70 ;
Au Had d'Aïn-Aïcha, à 101 fr. 70 ;
Au Had de Ras-el-Oued, à 100 fr. 50 ;
Au Had de l'Almis-du-Guigou, à 99 fr. 90 ;
Au Khemis des Beni Ouriaguel (Tafrannt), à 98 fr. 70 ;
Au Djemâa des Slès (Ourtzarh), à 98 fr. 10 ;
Au Khemis des Aït Hamma du Guigou, à 97 fr. 50 ;
Au Had de Rhafsai, à 96 fr. 30 ;
Au Tleta de Skoura, à 96 fr. 30 ;
A l'Arba d'Engil, à 95 fr. 10 ;
Au Khemis d'El-Mers, à 91 fr. 50 ;

b) Centre d'utilisation à Port-Lyautey

A Ouezzane (centre de stockage) (droits de porte réglés par le producteur), à 101 fr. 40 ;
Au Tleta d'Arbaoua, à 99 fr. 90 ;
Au Sebt de Sidi-Redouane, à 97 fr. 50 ;
Au Tleta des Beni Mesguilda, à 96 fr. 30.

Région de Meknès

Centre d'utilisation à Meknès

Au Jemâa d'El-Gour, à 106 fr. 50 ;
Au Sebt de Moulay-Idriss, à 105 fr. 90 ;
Au Sebt de Johjoh, à 105 fr. 90 ;
Au Tnine d'El-Hajeb, à 105 fr. 90 ;
Au Had d'Aïn-Djemâa, à 105 fr. 90 ;
Au Tnine des Arab du Saïs, à 105 fr. 30 ;
Au Tleta de l'Oued Rhoumane, à 104 fr. 70 ;
Au Khemis d'Aïn-Taoujdat, à 104 fr. 70 ;
A l'Arba de Beni-Amar, à 103 fr. 50 ;
A Azrou (centre de stockage), à 102 fr. 90 ;
Au Had des Aït Mouli, à 100 fr. 50 ;
Au Djemâa de M'Rirt, à 98 fr. 70.

Territoire de Port-Lyautey

Centre d'utilisation à Port-Lyautey

A Sidi-Yahia-du-Rharb, à 106 fr. 50 ;
A Sidi-Allal-Tazi, à 105 fr. 30 ;
A Sidi-Slimane (centre de stockage), à 105 fr. 30 ;
Au Khemis de Dar-Gueddari, à 104 fr. 70 ;
Au Tleta de Sidi-Brahim, à 104 fr. 70 ;
A Souk-el-Arba-du-Rharb (centre de stockage), à 104 fr. 10 ;
A Petitjean (centre de stockage), à 104 fr. 10 ;
A Mechra-bel-Ksiri, à 103 fr. 80 ;
Au Jemâa El Haouafat, à 102 fr. 90 ;
Au Jemâa de Khenichèt, à 101 fr. 70 ;
Au Tnine de Karia-Djraïfi, à 101 fr. 70 ;
A Had-Kourt, à 101 fr. 70 ;
Au Tnine de Zegotta, à 101 fr. 10 ;
Au Had du Tekna, à 101 fr. 10 ;
A l'Arba d'Aïn-Defali, à 101 fr. 10 ;
Au Tnine du Djorf-el-Mellah, à 99 fr. 90.

Région de Rabat

Centre d'utilisation à Rabat

A Salé (centre de stockage) (droits de porte réglés par le producteur), à 110 fr. 10 ;
Au Tnine d'Aïn-el-Aouda, à 106 fr. 50 ;
Au Tleta de Sidi-Yahia des Zaër, à 105 fr. 90 ;
A l'Arba des Sehoui, à 105 fr. 90 ;
Au Had de Skrirat, à 105 fr. 90 ;
Au Djemâa de Bouznika, à 105 fr. 30 ;
A Tiflèt, à 104 fr. 70 ;
Au Khemis de Sidi-Bettache, à 103 fr. 50 ;
A Khemissèt (centre de stockage), à 103 fr. 50 ;
Au Had de la Jacqueline, à 102 fr. 90 ;
Au Tleta de Moulay-Idriss-Arhhbal, à 102 fr. 30 ;
Au Had de Maaziz, à 101 fr. 10 ;
A Camp-Marchand (centre de stockage), à 101 fr. 10 ;
Au Tnine de Tedders, à 100 fr. 50 ;
Au Jemâa de Sfassif, à 100 fr. 50 ;
Au Sebt de Bir-el-Kelb, à 99 fr. 90 ;
Au Tnine d'Aïn-Sbit, à 99 fr. 90 ;
Au Tnine d'El-Kansera, à 99 fr. 30 ;

Au Jemâa des Nejda, à 98 fr. 70 ;
 Au Khemis de Christian, à 98 fr. 70 ;
 Au Tleta d'Oulmès, à 97 fr. 50 ;
 Au Had des Rhoualem, à 97 fr. 50 ;
 A l'Arba de Moulay-Bouazza, à 94 fr. 50 ;
 Au Had de Tazetat, à 92 fr. 70.

Centre de Casablanca

Centre d'utilisation à Casablanca

Au Had de Fedala (droits de porte réglés par les producteurs), à 107 fr. 40 ;

Au Khemis de Médiouna, à 106 fr. 50 ;
 Au Sebt de Tit-Mellil, à 106 fr. 50 ;
 Au Tleta de Bouskoura, à 106 fr. 50 ;
 Au Had de Soualem-Tirs, à 105 fr. 90 ;
 Au Had de Soualem-Trifia, à 105 fr. 90 ;
 Au Jemâa des Fedallettes, à 105 fr. 90 ;
 Au Khemis des Moulain el Outa, à 105 fr. 30 ;
 A Berrechid, à 104 fr. 70 ;
 A Settât (centre de stockage), à 104 fr. 70 ;
 A Benahmed, à 104 fr. 10 ;
 A Touala, à 104 fr. 10 ;
 A Boulhaut, à 104 fr. 10 ;
 A Boucheron, à 104 fr. 10 ;
 Au Djemâa des Ouled Khouftr, à 104 fr. 10 ;
 Au Tnine des Rhenimyine, à 104 fr. 10 ;
 A l'Arba des Diab, à 104 fr. 10 ;
 Au Jemâa des Mellila, à 103 fr. 50 ;
 Au Tleta de Moulain-el-Rhaba, à 102 fr. 90 ;
 A Foucault, à 102 fr. 90 ;
 Au Tleta de Venet-Ville, à 102 fr. 90 ;
 A Sidi-Hajjaj-du-Mzab (centre de stockage), à 102 fr. 90 ;
 Au Tleta des Oulad Sidi ben Daoud, à 102 fr. 30 ;
 A l'Arba de Sidi-Mokhtar, à 101 fr. 70 ;
 Au Tnine des Oulad Bouziri, à 101 fr. 70 ;
 Au Khemis de Si-Mohamed-ben-Rahal, à 101 fr. 70 ;
 Au Jemâa de Ras-el-Aïn, à 101 fr. 70 ;
 Au Jemâa de Guicer, à 101 fr. 70 ;
 A l'Arba du M'Garto, à 101 fr. 70 ;
 A l'Arba des Oulad Cebbah, à 101 fr. 70 ;
 Au Jemâa de Moulay-Abdallah, à 101 fr. 10 ;
 Au Had des Mzoura, à 101 fr. 10 ;
 Au Khemis des G'dana, à 100 fr. 50 ;
 Au Tleta des Aoulelli, à 100 fr. 50 ;
 Au Tnine des Beni Khellouq, à 98 fr. 70 ;
 Au Had de Mechra-Benabbou, à 100 fr. 50 ;
 Au Khemis de Dar-Chaffaï, à 98 fr. 10 ;
 Au Had d'El-Borouj, à 97 fr. 50 ;
 A l'Arba des Oulad Bouali, à 95 fr. 70 ;
 A Oued-Zem (centre de stockage), à 102 fr. 50 ;
 A Boujad, à 100 francs ;
 A Khouribga (centre de stockage), à 103 fr. 50 ;
 A Kasba-Tadla (centre de stockage), à 98 fr. 90 ;
 A Fquih-ben-Salah, à 97 francs ;
 Au Tleta des Beni Oukil, à 96 fr. 90 ;
 A Beni-Mellal, à 97 fr. 30 ;
 A Ouled-Nema, à 95 fr. 70 ;
 A Dar-ould-Zidouh, à 95 fr. 20 ;
 A El-Khemis-des-Beni-Chegdal, à 98 fr. 50.

Territoire de Mazagan

Centre d'utilisation à Mazagan

A Mazagan-banlieue, à 109 fr. 50 ;

Au Sebt des Oulad Douïb, à 106 francs ;
 Au Tnine des Chtouka, à 105 fr. 50 ;
 Au Tleta des Oulad Hamdane, à 105 fr. 50 ;
 Au Had des Oulad Fredj, à 104 fr. 50 ;
 A Bir-Jedid-Chavent, à 104 fr. 75 ;
 A Sidi-Bennour (centre de stockage), à 103 fr. 50 ;
 A Zemamra, à 102 francs ;
 Au Sebt des Saïss, à 103 fr. 50 ;
 A l'Arba des Aounat, à 101 fr. 50 ;
 A l'Arba des Oulad Amrane, à 99 fr. 50 ;
 Au Tnine des Rharbia, à 98 fr. 50 ;

Territoire de Safi-Mogador

a) Centre d'utilisation à Safi

Au Had des Herrara, à 106 fr. 50 ;
 Au Tleta de Sidi-Embarek, à 106 fr. 30 ;
 Au Sebt des Gzoula, à 106 fr. 30 ;
 Au Had des Anga, à 104 fr. 20 ;
 Au Jemâa Sahim, à 105 fr. 40 ;
 A Chemaïa, à 103 fr. 65 ;
 A Talmest, à 104 fr. 50 ;
 Au Had des Brathi, à 105 francs ;

b) Centre d'utilisation à Mogador

Au Had du Drâ, à 106 fr. 50 ;
 Au Tleta d'Hanchen, à 105 fr. 50 ;
 A Talmest, à 104 fr. 50.

Région de Marrakech

Centre d'utilisation à Marrakech

Au Tleta des Aït Ourir, à 103 fr. 50 ;
 Au Djemâa de Sidi-Rahal-de-Zemrane, à 102 francs ;
 A Benguerir, à 101 francs ;
 Au Khemis de Sidi-Bouزيد (Chichaoua), à 100 francs ;
 A la Kelâa des Srarhna, à 100 francs ;
 A l'Arba des Skours (Rehamna), à 99 francs ;
 Au Khemis d'Attaouia-Chaïbia, à 100 francs ;
 Au Tnine de Bouchane, à 100 francs ;
 Au Sebt des Brikiennes, à 99 fr. 50 ;
 Au Had de Ras-el-Aïn-des-Rehamna, à 103 francs ;
 A l'Arba de Sidi-Mokhtar, à 98 francs.

ART. 3. — Les blés acquis sur les lieux d'achats situés à l'extérieur des centres d'utilisation énumérés à l'article 2 doivent être obligatoirement acheminés aux frais des organismes coopératifs ou des commerçants agréés, sur les centres d'utilisation auxquels ils sont rattachés, soit directement, soit après concentration dans un des centres de stockage suivants : Berkane, Sefrou, Ouezzane, Azrou, Aïn-Taoujdat, Sidi-Embarek-du-R'Dom, Sidi-Slimane, Petitjean, Souk-el-Arba-du-Rharb, Salé, Khemissèt, Marchand, Kasba-Tadla, Settât, Oued-Zem, Sidi-Hajjaj-du-M'Zab, Sidi-Bennour, Khouribga.

ART. 4. — Les prix fixés à l'article 2 sont des prix nets à verser intégralement au vendeur, pour les achats au comptant de blé tendre loyal et marchand pesant 77 kilos à l'hectolitre et contenant 3 % d'impuretés.

Il sera en outre tenu compte des bonifications et réfections, et à partir du 1^{er} juillet 1940, de la prime mensuelle de magasinage d'entretien et de gestion, telles que prévues aux articles 6 et 7 de l'arrêté du directeur général des services économiques fixant les bases des transactions qui peuvent être effectuées sur les blés tendres de la récolte 1940.

ART. 5. — Le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé est chargé de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 26 mai 1940.

BILLET.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES SERVICES ÉCONOMIQUES**

relatif aux conditions de fabrication, de vente et d'emploi des farines de blés tendres et durs.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES ÉCONOMIQUES
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, modifié par les dahirs des 16 septembre 1937 et 15 juin 1938, et, notamment, ses articles 7, 9 et 17 ;

Vu les avis émis par le conseil d'administration de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, dans sa séance du 24 mai 1940,

ARRÊTÉ :

TITRE PREMIER

Minoteries

a) Approvisionnement

ARTICLE PREMIER. — Les quantités de blés susceptibles d'être prélevées sur les stocks de chaque région pour l'approvisionnement des minoteries, seront déterminées par l'Office.

ART. 2. — Toute minoterie est tenue de conserver :

1° Un stock de semoules et farines correspondant au $1/12^{\circ}$ du contingent semestriel ;

2° Un stock de blés au moins égal au $1/4$ du contingent semestriel, le stock de blé tendre étant égal au stock de blé dur, avec faculté de transfert d'une catégorie à l'autre.

L'importance relative des transferts sera déterminée par l'Office.

ART. 3. — Le contrôle des achats de blé et des ventes de farines est exercé par les agents de l'Office.

L'Office pourra surveiller la bonne conservation des grains et farines dans les minoteries. Les blés, farines ou autres produits de trituration des blés qui ne répondraient pas aux conditions reconnues nécessaires par le directeur du bureau d'hygiène de la ville municipale, siège de la région, après contrôle du centre de recherches agronomiques, seront bloqués à la disposition de l'Office, pour être dénaturés ou servir à tous autres usages sans que le détenteur puisse prétendre à indemnité.

b) Fabrication et vente des produits de blé tendre

ART. 4. — La farine première de blé tendre est constituée uniquement par de la farine de blé tendre extraite de telle manière que 100 kilos de blé à 3 % d'impuretés procurent un poids de farine égal au poids à l'hectolitre du grain diminué de 5 kilos.

ART. 5. — Les frais d'agrèage et de livraison du magasin du vendeur à la minoterie sont admis forfaitairement pour 1 fr. 25 par quintal de blé tendre.

La prime de mouture est fixée à 21 fr. 50 par quintal de blé écrasé.

ART. 6. — Les types, les prix-limites, les conditions d'emploi et de vente des farines de blé tendre sont fixés par l'Office, sur la base d'un rendement total de 98 kilos par quintal, le poids de farine seconde extraite étant admis à 5 kilos.

Le prix de la farine seconde est fixé dans les mêmes conditions à 40 % du prix de la farine première et la valeur des issues est admise à 12 % du prix de la farine première.

Le prix de farines de force et des farines de qualité supérieure est libre. La fabrication de ces farines ne peut être entreprise qu'après la délivrance d'une autorisation spéciale de l'Office.

ART. 7. — La farine première doit être livrée à la boulangerie en emballages de 100 kilos nets, scellés au plomb de la minoterie et portant la marque « Farine première de boulangerie ».

La farine première, destinée aux autres usages, doit être livrée en emballages de 50 kilos nets, scellés au plomb de la minoterie et portant la marque « Farine première ».

Les emballages contenant des farines autres que la farine première doivent porter le plomb de la minoterie et, en évidence, l'indication du type de farine, tel qu'il aura été déterminé par l'Office.

Tous les produits sont livrés au poids net.

c) Fabrication et vente des produits de blé dur
(Dispositions transitoires)

ART. 8. — Jusqu'au 31 juillet 1940, les dispositions suivantes seront appliquées.

La farine entière de blé dur est extraite de telle manière que 100 kilos de blé dur à 3 % d'impuretés procurent un poids de farine égal au poids à l'hectolitre du grain.

Les semoules et la farine incomplète de blé dur sont extraites dans la même limite et dans les proportions respectives de 60 kilos de semoules et de 20 kilos de farine incomplète pour un blé pesant 80 kilos à l'hectolitre.

ART. 9. — Les frais d'agrèage et de livraison du magasin du vendeur à la minoterie sont admis forfaitairement pour 1 fr. 50 par quintal de blé dur.

La marge de mouture est fixée à 20 francs par quintal de blé dur.

ART. 10. — Les prix-limites et les conditions d'emploi des semoules et farines de blés durs, sont fixés par les autorités régionales, sur la proposition de l'Office chérifien interprofessionnel du blé.

Les prix des farines et semoules sont calculés sur la base d'un rendement total de 98 kilos par quintal de blé dur.

Les prix de la farine entière et de la farine incomplète sont fixés respectivement aux $15/16^{\text{e}}$ et aux $3/4$ du prix des semoules.

La valeur des issues est admise à 15 % du prix des semoules.

Les semoules spéciales pour la fabrication des pâtes alimentaires sont vendues à prix libre.

ART. 11. — Les emballages contenant des semoules et farines de blés durs doivent porter le plomb de la minoterie et, en évidence, l'indication du type de semoule ou de farine, tel qu'il aura été déterminé par l'Office.

Tous les produits sont livrés au poids net.

TITRE DEUXIEME

Boulangeries

ART. 12. — Le maximum de la prime de panification est fixé à 85 francs par quintal de farine.

Tout boulanger doit détenir un stock de farine première au moins égal à cinq jours d'approvisionnement.

L'emploi et la détention dans les boulangeries de farines autres que la farine première de boulangerie sont interdits. Les farines de force et les farines supérieures de blé tendre ne sont pas visées par cette interdiction.

Des autorisations spéciales pourront toutefois être délivrées par le directeur de l'Office pour la détention et l'emploi des farines nécessaires à la fabrication de pains spéciaux.

ART. 13. — Le prix du pain de consommation courante, vendu au poids, est fixé en tenant compte du prix-limite de la farine première de boulangerie, de la prime de panification et d'un rendement forfaitaire de 130 kilos de pain par quintal de farine mis en œuvre.

ART. 14. — Le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet du 1^{er} juin 1940.

Rabat, le 27 mai 1940.

BILLET.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES SERVICES ECONOMIQUES**
relatif aux modalités d'exportation des blés
et produits de la récolte 1940.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES ECONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 juin 1934 relatif au contrôle technique de la production marocaine à l'exportation ;

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, et, notamment, son article 15 ;

Vu les avis émis par le conseil d'administration de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, dans sa séance du 24 mai 1940,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les blés tendres et durs doivent, à leur sortie du Maroc, être sains et loyaux et répondre aux conditions suivantes :

Les blés tendres doivent peser au moins 76 kilos à l'hectolitre et ne doivent pas contenir plus de :

- 3 % d'impuretés, dont 2 % au plus de matières inertes ;
- 3 % de blés durs ;
- 3 % de grains cassés ;
- 2 % de grains punaisés ;
- 1 % de grains piqués ;
- 1 % de grains boutés ;
- 0,125 % de grains cariés.

Les blés durs doivent peser au moins 76 kilos à l'hectolitre et ne doivent pas contenir plus de :

- 5 % d'impuretés, dont 3 % au plus de matières inertes ;
- 3 % de blés tendres ;
- 3 % de grains cassés ;

- 1 % de grains piqués ;
- 1 % de grains boutés ;
- 0,125 % de grains cariés.

Sont considérés comme impuretés : les corps étrangers, les grains ou graines autres que les blés, les criblures ou petits blés.

ART. 2. — Sont classés comme :

Blés tendres Maroc n° 1 : les blés tendres récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est au moins égal à 80 kilos et contenant au plus 2 % d'impuretés, dont 1,50 % au plus de matières inertes ;

Blés tendres Maroc n° 2 : les blés tendres récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est compris entre 80 et 78 kilos et contenant au plus 2 % d'impuretés, dont 1,50 % au plus de matières inertes ;

Blés tendres Maroc n° 3 : les blés tendres récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est compris entre 78 et 76 kilos et contenant moins de 3 % d'impuretés, dont 2 % au plus de matières inertes, ou bien dont le poids à l'hectolitre est supérieur à 78 kilos, mais contenant de 2 à 3 % d'impuretés, dont 2 % au plus de matières inertes ;

Blés durs Maroc n° 1 : les blés durs récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est au moins égal à 82 kilos et contenant au plus 2 % d'impuretés, dont 1,5 % au plus de matières inertes ;

Blés durs Maroc n° 2 : les blés durs récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est compris entre 80 et 82 kilos et contenant au plus 2 % d'impuretés, dont 1,5 % au plus de matières inertes ;

Blés durs Maroc n° 3 : les blés durs récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est compris entre 80 et 78 kilos et contenant au plus 3 % d'impuretés, dont 2 % au plus de matières inertes, ou bien dont le poids à l'hectolitre est supérieur à 80 kilos, mais contenant de 2 à 3 % d'impuretés, dont 2 % au plus de matières inertes ;

Blés durs Maroc n° 4 : les blés durs récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est compris entre 78 et 76 kilos et contenant au plus 5 % d'impuretés, dont 3 % au plus de matières inertes, ou bien d'un poids à l'hectolitre supérieur à 78 kilos, mais contenant de 3 à 5 % d'impuretés, dont 3 % au plus de matières inertes.

ART. 3. — La répartition du contingent de blés tendres admissible en France et en Algérie sera effectuée par l'Office au prorata des stocks pris en charge, compte tenu de la qualité des grains, du lieu de stockage et de la date de constitution des stocks. Les blés qui présenteront à l'analyse un W. supérieur à 150 bénéficieront d'un droit de préférence. Toutefois, seront expédiés en priorité les blés présentant un W. supérieur à 175 et un G. au moins égal à 17.

Le bulletin d'agrèage et d'achat est complété, en ce qui concerne les blés de force, par l'indication du W. déclaré.

Les résultats définitifs de l'analyse effectuée par le laboratoire du centre de recherches agronomiques seront portés sur le bulletin d'agrèage et d'achat avant le 15 janvier 1941.

La répartition du contingent de blés durs et semoules, de couscous ou farines de blés durs, admissible en France et en Algérie, en franchise de droits de douane, sera effectuée par l'Office.

ART. 4. — Les taux des prélèvements compensateurs et des primes compensatrices à l'exportation des blés tendres seront fixés périodiquement par décision du directeur de l'Office.

Seront fixés dans les mêmes conditions, les prélèvements compensateurs et les primes compensatrices applicables aux exportations de blé dur et aux produits de trituration de blé dur ou de blé tendre.

ART. 5. — Le directeur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation et le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 28 mai 1940.

BILLET.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES
fixant, pour les blés tendres de la récolte 1940,
le montant de l'acompte à verser aux producteurs.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES,

Vu l'article 14 du dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé ;

Vu l'avis émis par le conseil d'administration de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, dans sa séance du 24 mai 1940,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de l'acompte à verser par les commerçants agréés et les coopératives sur le prix d'achat des blés tendres de la récolte 1940 est fixé à 118 francs par quintal.

Sur cet acompte, les organismes coopératifs et les commerçants agréés verseront à l'Office chérifien interprofessionnel du blé la somme de 6 francs représentant la taxe à la production et la provision de transport.

ART. 2. — L'acompte de 118 francs sera diminué, pour les cessions aux centres de stockage et lieux d'achat, de la différence entre le prix appliqué aux centres d'utilisation et les prix pratiqués sur les centres de stockage ou lieux d'achat, tels qu'ils résultent de l'arrêté du directeur général des services économiques du 26 mai 1940 fixant le prix d'achat des blés tendres de la récolte 1940 dans les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées.

Rabat, le 29 mai 1940.

Pour le directeur général des finances,
Le directeur adjoint,
MARCHAL.

APPLICATION DE L'ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ECONOMIQUES DU 30 AVRIL 1937 (Art. 5 ter)

Modèle de bulletin d'agrèage et d'achat dont l'établissement en trois exemplaires est obligatoire pour les achats de blé tendre aux producteurs de plus de 75 quintaux.

M. _____ **BULLETIN D'AGRÉAGE ET D'ACHAT** (1) Région de _____
commerçant agréé n° _____ Type T. E. N° _____ Série _____ (Récolte 1940) Centre de _____
à _____

LIVRÉ par M. _____, à _____, les quantités de blé tendre spécifiées ci-dessous :

Variété : _____	Acompte au quintal	118,00
Poids à l'hectolitre : _____ kg.	Primes mensuelles de conservation	_____
Impuretés : _____ %	Bonifications : Poids à l'hectolitre	_____
_____	Impuretés	_____
_____	TOTAL	_____

Poids net : _____ qx Réfactions : Poids à l'hectolitre
Impuretés

BLÉS DE FORCE

W déclaré à l'achat : _____

Résultat de l'analyse effectuée par le Centre de recherches agronomiques.

Analyse n° _____ du _____

W : _____

G : _____

Ce tableau doit être complété obligatoirement avant le 15 janvier 1941.

Taxe à la production	3,50
Provision au compte des transports	2,50

A déduire

Net à verser au quintal

Montant du versement total

Le vendeur soussigné certifie avoir reçu la somme de _____
montant de l'acompte versé ce jour.

A _____, le _____
Le vendeur, L'acheteur,

Timbre
de quittance

Sur papier de couleur rouge.

(1) Le présent bulletin doit former avec les précédents une série ininterrompue pour la même campagne. Il doit être ouvert une série portant une lettre par centre d'utilisation et une pour chacun des centres de stockage qui en dépendent.
NOTA. — BLE DE FORCE : un échantillon prélevé contradictoirement au moment de la livraison, servira à la détermination de la valeur boulangère. La transmission au centre de recherches agronomiques devra se référer au n° du présent bulletin d'agrèage.
La bonification spéciale pour la valeur boulangère fait l'objet d'un versement direct au vendeur.

APPLICATION DE L'ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DU 30 AVRIL 1937 (Art. 5 ter)

Modèle de bulletin d'agrèage et d'achat dont l'établissement en trois exemplaires est obligatoire pour les achats de blé tendre aux producteurs de moins de 75 quintaux.

M. _____ **BULLETIN D'AGRÉAGE ET D'ACHAT** (1) Région de _____
 commerçant agréé n° _____ Type T. I. (2) N° _____ Série _____ (Récolte 1940) Centre de _____
 à _____ Livré par M. _____, à _____ Commerçant légitimé
 (Nom et prénoms.) (Adresse.) N° _____
 les quantités de blé tendre spécifiées ci-dessous :

Variété : _____	Prix au quintal (3) : _____
Poids net : _____ qx _____	Primes mensuelles de conservation : _____
Poids à l'hectolitre : _____ kg. _____	Bonifications : _____
Impuretés : _____ % _____	Poids à l'hectolitre : _____
	Impuretés : _____
	Total : _____
	Réfections : _____
	Poids à l'hectolitre : _____
	Impuretés : _____
Caractères particuliers : _____	A déduire : _____
	Valeur au quintal : _____

MONTANT de l'achat : _____

Sur papier de couleur verte.

Le vendeur soussigné certifie avoir reçu la somme de _____
 montant du versement net et définitif de ce jour.
 A _____, le _____ 19____ L'acheteur :

Timbre
 de quittance

- (1) Le présent bulletin doit former avec les précédents une série ininterrompue pour une même campagne. Il doit être ouvert une série portant une lettre par centre d'utilisation et une pour chacun des centres de stockage qui en dépendent.
 (2) A établir pour toute livraison supérieure à 2 quintaux.
 (3) Ce prix est celui indiqué pour les lieux d'achats prévus par l'arrêté du directeur des affaires économiques fixant le prix d'achat des blés tendres dans les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées.
 Il doit être majoré d'un franc si l'achat est effectué à un porteur de carte de légitimation.

DAHIR DU 25 AVRIL 1940 (16 rebia I 1359)
 autorisant un échange immobilier entre deux attributaires
 de lots de colonisation (Mazagan).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 juin 1928 (27 hija 1346) autorisant la vente de quatre-vingt-seize lots de colonisation situés dans le Maroc oriental et dans les régions de Taza, Fès, Meknès, Rabat, de la Chaouïa, des Doukkala et des Abda et, notamment, les lots « Raba des Chiadma II, n° 1 et 2 » (Doukkala) ;

Considérant l'intérêt qu'il y a à autoriser MM. Le Flohic Jean et Vauban Paul, attributaires des lots susvisés à procéder entre eux à des échanges en vue de permettre une meilleure utilisation des terrains,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange d'une parcelle de terrain, d'une superficie approximative de quatre hectares vingt-cinq ares (4 ha. 25 a.) appartenant à M. Le Flohic Jean, à prélever sur la propriété dite « El Zerke-

tounia », titre foncier 9739 C. (lot de colonisation Raba des Chiadma II n° 1) pour être incorporée à la propriété voisine dite « Domaine Sainte-Marie », titre foncier 9687 C. (lot de colonisation Raba des Chiadma II n° 2) appartenant à M. Vauban Paul, contre une parcelle de terrain d'égale superficie, à prélever sur la propriété dite « Ferme Morteo », titre foncier 10977 C. appartenant en toute propriété à M. Vauban Paul, pour être incorporée à la propriété dite « El Zerketounia », titre foncier 9739 C. (lot de colonisation Raba des Chiadma II n° 1) appartenant à M. Le Flohic Jean.

ART. 2. — L'acte d'échange devra se référer au présent dahir.

Fait à Fès, le 16 rebia I 1359,
 (25 avril 1940).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 avril 1940.

Le Ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.